

Schalen van de klasse (24 jaar)

<u>415</u>	<u>422</u>	<u>429</u>
783 238 — 1 402 801	774 775 — 1 494 338	968 854 — 1 588 417
3' x 26 275	3' x 26 275	3' x 26 275
11' x 49 158	11' x 49 158	11' x 49 158
<u>460</u>	<u>471</u>	<u>475</u>
905 286 — 1 548 598	1 038 354 — 1 681 666	1 123 110 — 1 766 422
3' x 27 969	3' x 27 969	3' x 27 969
11' x 50 855	11' x 50 855	11' x 50 855

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 92 — 532

[S-C — 29039]

12 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le règlement organique des établissements d'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social et technique de type court et de plein exercice de la Communauté française et modifiant l'arrêté royal du 1er août 1977 fixant le règlement organique des établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment l'article 5 bis, § 3, y inséré par la loi du 18 février 1977;

Vu l'arrêté royal du 1er août 1977 fixant le règlement organique des établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice;

Vu le protocole du 23 mai 1991 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis du conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux établissements d'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social et technique de type court et de plein exercice de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Des organes de direction et du conseil pédagogique*

Art. 2. Les organes de direction dans chacun des établissements d'enseignement supérieur de type court et de plein exercice de la Communauté française sont :

- 1° le conseil d'administration;
- 2° le directeur;
- 3° le sous-directeur si l'emploi existe.

L'organe consultatif est le conseil pédagogique.

Art. 3. Le conseil d'administration est composé :

1° du directeur, président;

2° du sous-directeur, vice-président, ou, à défaut d'emploi de sous-directeur, d'un membre du personnel enseignant de l'établissement nommé à titre définitif proposé par le conseil d'administration sur avis du conseil pédagogique;

3° de quatre membres nommés à titre définitif du personnel directeur et enseignant qui représentent le conseil pédagogique et qui sont élus en son sein. La représentation, en cas d'implantations multiples, doit tenir compte de la diversité des sites;

4° de quatre membres du personnel de l'établissement nommés à titre définitif représentant les organisations syndicales qui siègent au sein du comité de secteur IX proportionnellement à leur importance dans l'établissement et présentés au Ministre par les organisations syndicales concernées;

5° d'un représentant du personnel auxiliaire d'éducation ou administratif et d'un représentant du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, élus par le personnel concerné parmi ses membres;

6° de deux étudiants de l'établissement qui ont terminé avec fruit la première année d'études ou, en cas d'implantations multiples, d'un étudiant par lieu d'implantation, élus par l'ensemble des étudiants;

7° de deux diplômés des années antérieures sortis depuis plus de deux ans et moins de six ans au moment de leur désignation proposés par les membres du conseil d'administration visés en 1°, 2° et 3°;

8° de quatre personnes choisies par le Ministre, eu égard à leurs compétences particulières dans le secteur professionnel en rapport avec les études organisées, et présentées par les membres du conseil d'administration visés en 1°, 2°, 3° et 4° sur une double liste;

9° de quatre personnes choisies par le Ministre représentant les milieux sociaux présentées pour moitié par les organisations syndicales interprofessionnelles et pour moitié par les organisations patronales.

Dans le cas où les instituts ont un internat annexé, une école d'application ou un centre technique, l'administrateur, l'instituteur en chef, l'assistant ou le chef de travaux gestionnaire du centre technique participent de plein droit aux délibérations du conseil d'administration lorsque l'ordre du jour les concerne; ils ont voix délibérative.

Art. 4. § 1er. Le vice-président, lorsqu'il n'est pas le sous-directeur, de même que les membres du conseil d'administration visés à l'article 3, alinéa 1er, 3^o, 4^o, 5^o, 7^o, 8^o et 9^o, sont nommés par le Ministre pour un mandat de quatre ans renouvelable.

Les membres du conseil d'administration visés à l'article 3, alinéa 1er, 6^o, sont nommés par le Ministre pour un mandat de un an renouvelable.

§ 2. Le Ministre fixe la procédure des élections visées à l'article 3, alinéa 1er, 3^o, 5^o et 6^o, qui sont obligatoires et ont lieu au scrutin secret.

Art. 5. Le secrétaire de direction de l'établissement ou, à défaut, une personne de l'établissement désignée par le président assume le secrétariat du conseil d'administration. Il y assiste avec voix consultative.

Art. 6. § 1er. Tout membre du conseil d'administration qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait sa nomination doit être remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

§ 2. Le remplaçant d'un membre visé à l'article 3, alinéa 1er, 3^o, 5^o et 6^o, est désigné selon la procédure fixée à l'article 4.

Le remplaçant d'un membre visé à l'article 3, alinéa 1er, 4^o ou 9^o, est présenté par son organisation.

Le remplaçant d'un membre visé à l'article 3, alinéa 1er, 7^o, est présenté par les membres du conseil d'administration visés à l'article 3, alinéa 1er, 1^o, 2^o et 3^o.

Le remplaçant d'un membre visé à l'article 3, alinéa 1er, 8^o, est choisi par le Ministre parmi les candidats figurant sur la double liste qui a été établie en vue de la désignation de ce membre.

Art. 7. Le conseil d'administration :

1^o fixe son règlement d'ordre intérieur;

2^o prend toutes mesures susceptibles :

a) de contribuer au bon fonctionnement, à la bonne gestion et à l'épanouissement de l'établissement;

b) de réaliser les objectifs que poursuit l'établissement;

3^o fixe le règlement d'ordre intérieur de l'établissement;

4^o propose au Ministre l'organisation de l'enseignement en sections, options et cours;

5^o approuve les objectifs de formation propres à chaque section proposés par le conseil pédagogique;

6^o répartit entre les sections et options le nombre global de périodes attribuées à l'établissement;

7^o fixe les attributions des professeurs ainsi que les horaires des cours et des examens;

8^o approuve les propositions budgétaires et répartit la dotation de fonctionnement accordée à l'établissement;

9^o prononce la sanction disciplinaire prévue à l'article 22,

10^o propose au Ministre la sanction disciplinaire prévue à l'article 22, 5^o;

11^o approuve le calendrier académique.

Le Ministre approuve les décisions visées à l'alinéa 1er, 3^o, 6^o et 7^o du présent article et à l'article 13, alinéa 2, 6^o.

Art. 8. Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an selon un calendrier préétabli. Il peut se réunir en outre à l'initiative de son président chaque fois que les circonstances l'imposent ou à la demande écrite d'un tiers de ses membres au moins.

Les membres sont convoqués au moins dix jours ouvrables avant la réunion. Dans les cas d'urgence, dont la convocation doit faire état, le délai est de trois jours ouvrables. Les convocations sont écrites; elles doivent porter la signature du président et préciser l'ordre du jour de la séance.

Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour sauf si au moins deux tiers des membres présents acceptent de le modifier.

Art. 9. § 1er. Toute décision du conseil d'administration doit faire l'objet d'un vote.

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres sont présents. Si le conseil d'administration a été convoqué et ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer quel que soit le nombre de membres présents sur tous les objets inscrits pour la seconde fois à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Si une telle majorité n'est pas atteinte après trois votes lors d'une même réunion, l'affaire est soumise au Ministre.

§ 2. Il est interdit à tout membre du conseil d'administration de participer à la délibération sur les objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection ou sa désignation, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

§ 3. Le membre ou les membres ayant un point de vue autre que celui de la majorité peuvent le développer dans une note de minorité.

Les notes de minorité transmises par écrit au secrétaire du conseil d'administration dans un délai de huit jours à compter de la décision sont annexées au procès-verbal.

Art. 10. Les décisions du conseil d'administration sont rendues publiques dans un délai maximum de deux semaines; elles sont transmises dans ce délai au Ministre. Dans des circonstances exceptionnelles, le conseil d'administration peut cependant décider, à la majorité des deux tiers des membres qui ont participé à telle décision, de la garder temporairement secrète.

Art. 11. Dans les deux semaines qui suivent la publication ou la notification d'une décision, toute personne qui s'estime lésée par cette décision peut s'adresser au Ministre par la voie hiérarchique.

Le Ministre peut annuler toute décision qu'il juge contraire aux lois et règlements, à l'intérêt général ou à l'intérêt de l'établissement.

L'annulation par le Ministre d'une décision prise par le conseil d'administration doit être motivée et intervenir dans un délai de soixante jours à partir de la date de réception, par le Ministre, de la décision.

Art. 12. Les procès-verbaux définitifs sont envoyés au Ministre dans les deux semaines de leur approbation.

Art. 13. Le directeur assume la direction générale de l'établissement.

Il a, entre autres, les compétences suivantes :

1^o il représente l'établissement à l'extérieur;

- 2° il est le président du conseil d'administration et du conseil pédagogique, en convoque les réunions, fixe les ordres du jour, veille à l'examen préalable des points y inscrits et exécute leurs décisions;
- 3° il exécute les décisions du Ministre avec qui il correspond, notamment, au nom du conseil d'administration et du conseil pédagogique;
- 4° il prend toutes les mesures en vue de garantir la sécurité des personnes et des biens;
- 5° il inscrit les étudiants au rôle;
- 6° il établit les propositions d'attributions et horaires des membres du personnel en fonction de l'intérêt des étudiants. Ces propositions sont approuvées par le conseil d'administration, puis par le Ministre;
- 7° il signe les diplômes et les certificats;
- 8° il prend toutes les mesures de gestion urgentes qui n'ont pas été discutées au conseil d'administration et lui en rend compte lors de sa plus prochaine séance;
- 9° il prononce les sanctions disciplinaires prévues à l'article 22, 1°, 2° et 3°;
- 10° il a la qualité d'ordonnateur des dépenses.

Art. 14. Le sous-directeur remplace le directeur chaque fois que celui-ci se trouve empêché.

Art. 15. Le conseil pédagogique est composé de tous les membres du personnel directeur, enseignant et auxiliaire d'éducation de l'établissement. Il est présidé par le directeur ou en son absence par le sous-directeur ou, à défaut d'emploi de sous-directeur, par le membre du personnel enseignant désigné conformément à la procédure fixée à l'article 3, alinéa 1er, 2°.

Le conseil pédagogique charge chaque année un de ses membres de son secrétariat.

Art. 16. Le conseil pédagogique :

- 1° fixe son règlement d'ordre intérieur;
- 2° fait au conseil d'administration toute proposition relative aux études, aux objectifs de formation propres à chaque section, aux examens, à l'organisation et à la coordination pédagogique de l'établissement;
- 3° est consulté par le conseil d'administration chaque fois que les besoins de l'enseignement et les intérêts de l'établissement l'exigent;
- 4° donne son avis au conseil d'administration pour toute proposition d'exclusion d'un étudiant de l'établissement telle que prévue à l'article 22, 4° et 5°, du présent arrêté.

Art. 17. § 1er. Tout avis du conseil pédagogique doit faire l'objet d'un vote dont le résultat est transmis au conseil d'administration.

Le conseil pédagogique ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres sont présents. Si le conseil pédagogique a été convoqué et ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer quel que soit le nombre de membres présents sur tous les objets inscrits une seconde fois à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Si une telle majorité ne peut être atteinte après trois votes lors d'une même réunion, l'affaire est soumise au conseil d'administration.

§ 2. Il est interdit à tout membre du conseil pédagogique de participer à la délibération sur les objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection ou sa désignation, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

CHAPITRE III. — Du personnel

Art. 18. Pour l'application du présent arrêté, on entend par personnel, le personnel directeur, enseignant, auxiliaire d'éducation, administratif, de maîtrise, gens de métier et de service de l'établissement d'enseignement, qu'il soit définitif, stagiaire, temporaire ou contractuel.

Art. 19. Tous les membres du personnel s'appliquent, dans un esprit d'ouverture et de collaboration, à réaliser les finalités de l'enseignement organisé par la Communauté française. Ils assurent toutes les prestations que réclame la bonne marche de l'établissement.

Le membre du personnel enseignant définit ses objectifs généraux et particuliers de formation propres à sa discipline dans le respect des dispositions de l'article 7, alinéa 1er, 5°, du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Des étudiants

Art. 20. Chaque étudiant doit se faire inscrire chaque année dans les formes et délais réglementaires prévus et s'acquitter des droits d'inscription.

Art. 21. Tout étudiant libre doit payer les droits d'inscription au moment de celle-ci.

Art. 22. Un étudiant peut se voir appliquer les sanctions disciplinaires suivantes :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° la réprimande;
- 3° l'exclusion temporaire d'un cours, de plusieurs cours ou de l'ensemble des cours, et ce pour une durée maximum de deux semaines;
- 4° l'exclusion définitive de l'établissement;
- 5° l'exclusion générale de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice de la Communauté française.

Art. 23. Les sanctions visées à l'article 22, 1°, 2° et 3°, sont prononcées par le chef d'établissement.

L'exclusion définitive de l'établissement est prononcée par le conseil d'administration sur avis du conseil pédagogique.

L'exclusion générale est prononcée par le Ministre sur la proposition du conseil d'administration après avis du conseil pédagogique.

Art. 24. La sanction disciplinaire est proportionnée à la gravité des faits et à leurs antécédents éventuels.

L'exclusion définitive de l'établissement et l'exclusion générale de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice de la Communauté française ne peuvent être prononcées qu'à titre exceptionnel et seulement si les faits dont l'étudiant s'est rendu coupable portent atteinte au renom de l'établissement ou à la dignité de son personnel, compromettent l'organisation ou la bonne marche de l'établissement ou lui font subir un préjudice matériel ou moral grave.

L'exclusion définitive et l'exclusion générale sont notifiées par lettre recommandée.

Art. 25. Préalablement à toute sanction disciplinaire, l'étudiant doit être entendu par le chef d'établissement pour les sanctions prévues à l'article 22, 1^o, 2^o et 3^o, et par le conseil d'administration pour l'exclusion définitive de l'établissement et pour l'exclusion générale. Pour ces deux dernières, l'étudiant peut se faire assister par un défenseur de son choix. Les décisions sont motivées.

Art. 26. En cas d'exclusion définitive de l'établissement, l'étudiant a un droit de recours auprès du Ministre qui statue.

Le recours doit être introduit, par lettre recommandée adressée au président du conseil d'administration, dans les huit jours ouvrables suivant l'envoi de la notification, la date de la poste faisant foi.

Le recours n'est pas suspensif de l'application de la sanction.

CHAPITRE V. — Dispositions modificatives et finales

Art. 27. Est inséré dans l'arrêté royal du 1^{er} août 1977 fixant le règlement organique des établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, un chapitre IV bis, intitulé : Dispositions applicables aux établissements d'enseignement de type long et de plein exercice de la Communauté française, organisant des sections d'enseignement supérieur de type long et des sections d'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social et technique de type court, et comprenant les articles 23 bis à 23 quinquies rédigés comme suit :

« Article 23 bis. Les établissements qui organisent des sections d'enseignement supérieur de type long et des sections d'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social et technique de type court, comportent deux conseils d'administration et deux conseils pédagogiques dont la composition, les compétences et le fonctionnement sont définis, pour le type long, par le présent arrêté, et pour le type court, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 novembre 1991 fixant le règlement organique des établissements d'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social et technique de type court et de plein exercice de la Communauté française.

Les deux conseils d'administration sont tenus de remettre des avis et propositions communs au Ministre lorsqu'il s'agit de :

- 1^o fixer le règlement d'ordre intérieur de l'établissement;
- 2^o approuver les propositions budgétaires;
- 3^o répartir la dotation de fonctionnement.

Article 23 ter. Une commission de concertation est constituée en vue de coordonner toutes mesures de nature à contribuer au bon fonctionnement de l'établissement et, en particulier, en vue d'examiner les avis et propositions communs visés à l'article 23 bis.

Cette commission est composée comme suit :

- 1^o le directeur, président;
- 2^o le directeur adjoint, ou les directeurs adjoints; le plus âgé est vice-président;
- 3^o quatre membres, nommés à titre définitif, du personnel directeur et enseignant désignés en son sein par le conseil d'administration de l'enseignement supérieur de type long;
- 4^o quatre membres, nommés à titre définitif, du personnel directeur et enseignant désignés en son sein par le conseil d'administration de l'enseignement supérieur de type court.

Article 23 quater. § 1^{er}. Toute proposition de la commission de concertation doit faire l'objet d'un vote.

La commission de concertation ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres sont présents. Si la commission a été convoquée et ne s'est pas trouvée en nombre, elle peut, après une nouvelle convocation, délibérer quel que soit le nombre de membres présents sur tous les objets inscrits pour la seconde fois à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

Si une telle majorité ne peut être atteinte après trois votes, répartis sur deux réunions au moins, le directeur prend les mesures provisoires nécessaires et soumet l'affaire au Ministre qui prend la décision.

§ 2. Il est interdit à tout membre de la commission de concertation de participer à la délibération sur les objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection ou sa désignation, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

§ 3. Le membre ou les membres ayant un point de vue autre que celui de la majorité peuvent le développer dans une note de minorité.

Les notes de minorité, transmises par écrit au président de la commission de concertation dans un délai de huit jours à compter de la décision, sont annexées au procès-verbal.

Article 23 quinquies. Les dispositions fixées aux chapitres II, III et IV de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 novembre 1991 fixant le règlement organique des établissements d'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social et technique de type court et de plein exercice de la Communauté française sont applicables au personnel et aux étudiants des sections d'enseignement supérieur de type court et de plein exercice visés à l'article 23 bis. »

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 1991.

Art. 29. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 novembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

N. 02 — 532

[S-C — 29039]

12 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het organiek reglement van de instellingen voor agrarisch, economisch, paramedisch, pedagogisch, sociaal en technisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap en tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 augustus 1977 tot vaststelling van het organiek reglement van de Rijksinstellingen voor hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, zoals zij gewijzigd werd, inzonderheid artikel 5 bis, § 3 ingevoegd bij de wet van 18 februari 1977;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 augustus 1977 tot vaststelling van het organiek reglement van de rijksinstellingen voor hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan;

Gelet op het protocol d.d. 23 mei 1991 van Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de instellingen voor agrarisch, economisch, paramedisch, pedagogisch, sociaal en technisch hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap van het korte type met volledig leerplan.

HOOFDSTUK II. — De bestuursorganen en de pedagogische raad

Art. 2. De bestuursorganen in elke instelling voor hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap zijn :

- de raad van bestuur;
- de directeur;
- de onderdirecteur, waar die betrekking bestaat.

Het adviesorgaan is de pedagogische raad.

Art. 3. De raad van bestuur is samengesteld uit :

- 1° de directeur, voorzitter;
- 2° de onderdirecteur, ondervoorzitter of, waar die betrekking niet bestaat, een vastbenoemd lid van het onderwijzend personeel van de inrichting op advies van de pedagogische raad voorgedragen door de raad van bestuur;
- 3° vier vastbenoemde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel die de pedagogische raad vertegenwoordigen en verkozen zijn onder de leden van deze raad; wanneer er verschillende vestigingen zijn, moet de vertegenwoordiging daarmee rekening houden;
- 4° vier vastbenoemde leden die behoren tot het personeel van de inrichting, vast benoemd zijn en in verhouding tot hun ledental in de instelling de vakverenigingen vertegenwoordigen die zitting hebben in sectorcomité IX. Zij worden aan de Minister voorgedragen door de betrokken vakverenigingen;
- 5° één vertegenwoordiger van het administratief personeel of het opvoedend hulppersoneel en één vertegenwoordiger van het meesters-, vak- en dienstpersoneel, verkozen door dat personeel onder zijn leden;
- 6° twee vertegenwoordigers van de studenten die met vrucht het eerste studiejaar beëindigd hebben of, wanneer er verschillende vestigingen zijn, één student per vestiging, verkozen door het geheel van de studenten;
- 7° twee gediplomeerden van de vorige jaren, die bij hun aanstelling sinds meer dan twee en minder dan zes jaar afgestudeerd zijn, voorgedragen door de leden van de raad van bestuur vermeld in 1, 2 en 3;
- 8° vier personen, gekozen door de Minister omwille van hun bijzondere bevoegdheid in de beroepssector waarop de ingerichte studien betrekking hebben, voorgedragen door de leden van de raad van bestuur vermeld onder 1, 2, 3 en 4 op een dubbelal;
- 9° vier personen, gekozen door de Minister, die de sociale kringen vertegenwoordigen en voor de helft voorgedragen worden door de interprofessionele vakverenigingen en voor de helft door de werkgeversorganisaties.

Als aan de instelling een internaat, oefenschool of technisch centrum is toegevoegd, nemen de beheerder, de hoofdonderwijzer, de assistent of werkleider die het centrum beheert, van rechtswege deel aan de beraadslaging van de raad van bestuur wanneer de agenda hen aanbelangt : zij zijn stemgerechtigd;

Art. 4. § 1. De ondervoorzitter die geen directeur is en de leden van de raad van bestuur bedoeld bij artikel 3, 1e lid, 3°, 4°, 5°, 7°, 8° en 9°, worden door de Minister benoemd voor een mandaat van vier jaar dat vernieuwd kan worden.

De leden van de raad van bestuur bedoeld bij artikel 3, 1e lid, en 6° worden door de Minister benoemd voor een vernieuwbaar mandaat van één jaar.

§ 2. De Minister stelt de procedure vast voor de verkiezingen, bedoeld in artikel 3, 1e lid, 6°, die verplicht en geheim zijn.

Art. 5. De directiesecretaris van de instelling of, bij ontstentenis daarvan, een door de voorzitter aangewezen personeelslid van de inrichting staat in voor het secretariaat van de raad van bestuur. Hij heeft raadgevende stem.

Art. 6. § 1. Elk lid van de raad van bestuur dat overlijdt, onslag neemt of de hoedanigheid verliest waarop zijn benoeming steunt, wordt vervangen. Zijn vervanger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

§ 2. Een lid bedoeld in artikel 3, 1e lid, 3°, 5° en 6° wordt vervangen volgens de procedure bepaald in artikel 4.

Een lid bedoeld in artikel 3, 1e lid, 4 of 9, wordt vervangen op de voordracht van zijn vakvereniging.

Een lid bedoeld in artikel 3, 1e lid, 7, wordt vervangen op de voordracht van de leden van de raad van bestuur bedoeld in artikel 3, 1e lid, 1°, 2° en 3°.

Art. 7. De raad van bestuur :

- 1° stelt zijn huishoudelijk reglement op;
- 2° treft alle maatregelen die kunnen bijdragen :
 - tot de goede werking, het goed beheer en de ontplooiing van de inrichting;
 - tot het bereiken van de doelstellingen, die de instelling nastreeft ;
- 3° stelt het huishoudelijk reglement van de instelling op;
- 4° stelt de organisatie van het verstrekte onderwijs in afdelingen, opties en cursussen aan de Minister voor;
- 5° keurt de door de pedagogische raad voorgestelde opleidingsdoeleinden per afdeling goed;
- 6° verdeelt over de afdelingen en opties het aantal lestijden waarover de instelling beschikt;
- 7° keurt de lessen- en examenroosters goed, alsook de bevoegdheden van de hoogleraar;
- 8° keurt de begrotingsvoorstellen goed en verdeelt de aan de instelling toegestane werkingsdotatie;
- 9° spreekt de tuchtstraf uit, bedoeld in artikel 22, 4°;
- 10° stelt de Minister de tuchtstraf voor, bedoeld in artikel 22, 3°;
- 11° keurt het academisch kalender goed.

De Minister keurt de beslissingen goed, bedoeld in het 1e lid, 3°, 6° en 7° van dit artikel en in het 2e lid, 6° van artikel 13.

Art. 8. De raad van bestuur vergadert ten minste driemaal per jaar, volgens een vooraf vastgesteld kalender. Hij kan bovendien vergaderen op initiatief van zijn voorzitter telkens wanneer de omstandigheden het vereisen of op schriftelijke aanvraag van ten minste een derde van zijn leden.

Behoudens spoedgevallen, waarvan de oproeping moet gewag maken, worden de leden ten minste tien werkdagen vóór de vergadering opgeroepen. In spoedgevallen is die termijn tot drie werkdagen beperkt. De oproep is schriftelijk; ze moet voorzien zijn van de handtekening van de voorzitter en van de secretaris en de agenda van de zitting duidelijk bepalen.

De beraadslagingen worden beperkt tot de punten ingeschreven op de agenda, behalve als ten minste twee derde van de aanwezige leden met een wijziging van de agenda instemmen.

Art. 9. § 1. De beslissingen van de raad van bestuur worden genomen bij stemming.

Een stemming is slechts geldig indien meer dan de helft van de leden aanwezig zijn. Als de raad van bestuur bijeengeroepen is, maar het quorum niet bereikt is, kan de raad na een nieuwe oproeping beslissen, ongeacht het aantal aanwezige leden, over alle punten die opnieuw op de agenda staan. De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Indien een dergelijke meerderheid na drie stembeurten op een zelfde vergadering niet bereikt wordt, wordt de aangelegenheid voorgelegd aan de Minister.

§ 2. Een lid van de raad van bestuur mag niet deelnemen aan de beraadslaging over aangelegenheden die hem persoonlijk of als zaakvoerder, vóór of na zijn verkiezing of aanstelling rechtstreeks aanbelangen of die zijn bloed- en aanverwanten t/m de 2e graad persoonlijk en rechtstreeks aanbelangen.

§ 3. Het lid of de leden van wie het standpunt van dat van de meerderheid verschilt, kunnen het in een minderheidsnota uiteenzetten, die schriftelijk aan de secretaris gezonden wordt binnen de acht dagen na de beslissing en bij de notulen wordt gevoegd.

Art. 10. De beslissingen van de raad van bestuur worden openbaar gemaakt binnen een termijn van ten hoogste twee weken. Ze worden in die termijn aan de Minister overgezonden.

In buitengewone omstandigheden kan de raad van bestuur evenwel beslissen, bij meerderheid van twee derde van de leden die aan een dergelijke beslissing deelgenomen hebben, deze tijdelijk geheim te houden.

Art. 11. Binnen de twee weken die volgen op de openbaarmaking of betekening van een beslissing, kan elkeen die zich benadeeld voelt door deze beslissing, zich tot de Minister wenden langs de hiërarchische weg.

De Minister kan elke beslissing nietig verklaren die hij strijdig acht met de wetten en reglementen, met het algemeen belang of met het belang van de instelling.

De vernietiging door de Minister van een door de raad van bestuur getroffen beslissing moet met redenen omkleed zijn en geschieden binnen een termijn van zestig dagen vanaf de datum waarop de Minister de beslissing ontvangt.

Art. 12. De definitieve notulen worden binnen twee weken na de goedkeuring ervan aan de Minister overgezonden.

Art. 13. § 1. De directeur neemt de algemene leiding van de instelling waar.

Hij heeft, onder meer, volgende bevoegdheden :

- 1° hij vertegenwoordigt de inrichting naar buiten uit;
- 2° hij is voorzitter van de raad van bestuur en van de pedagogische raad, roept de vergaderingen ervan samen, stelt de agenda vast, zorgt voor het voorafgaand onderzoek van de ingeschreven punten en voert hun beslissingen uit;
- 3° hij voert de beslissingen uit van de Minister, met wie hij correspondeert, o.m. in naam van de raad van bestuur en van de pedagogische raad;
- 4° hij neemt alle maatregelen om de veiligheid van de personen en de goederen te verzekeren;
- 5° hij schrijft de studenten in op de rol;
- 6° hij stelt de roosters en bevoegdheden van de fungerende personeelsleden voor, in het belang van de studenten. Die voorstellen worden door de raad van bestuur en nadien door de Minister goedgekeurd;
- 7° hij ondertekent de diploma's en de getuigschriften;
- 8° hij neemt alle beheersmaatregelen die dringend blijken en niet door de raad van bestuur besproken werden; op de eerstvolgende raadsvergadering brengt hij daarover verslag uit;
- 9° hij spreekt de in artikel 22, 1°, 2° en 3° bedoelde tuchtstraffen uit;
- 10° hij heeft de hoedanigheid van betaalmeester.

Art. 14. De onderdirecteur vervangt de directeur telkens als deze verhinderd is.

Art. 15. De pedagogische raad is samengesteld uit alle leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de instelling. Hij wordt voorgezeten door de directeur of, bij zijn afwezigheid, door de onderdirecteur of bij ontstentenis van de betrekking van onderdirecteur, door een lid van het onderwijzend personeel, aangewezen zoals bepaald in artikel 3, 1^e lid, 2^o.

De pedagogische raad belast elk jaar één van zijn leden met het secretariaat.

Art. 16. De pedagogische raad :

- 1^o stelt zijn huishoudelijk reglement op;
- 2^o doet aan de raad van bestuur elk voorstel betreffende de studies, de examens, het personeel en, in het algemeen, de pedagogische organisatie en coördinatie in de inrichting;
- 3^o wordt door de raad van bestuur geraadpleegd telkens als de behoeften van het onderwijs en de belangen van de inrichting het vereisen;
- 4^o brengt bij de raad van bestuur zijn advies uit over elk voorstel tot uitsluiting van een student, bedoeld in artikel 22, 4^o en 5^o, van dit besluit.

Art. 17. 1. Over elk advies van de pedagogische raad vindt een stemming plaats, waarvan de uitslag aan de raad van bestuur wordt meegedeeld.

Een stemming is slechts geldig indien meer dan de helft van de leden aanwezig zijn. Als de raad bijeengeroepen is, maar het quorum niet bereikt is, kan hij na een nieuwe oproeping beslissen over alle punten die opnieuw op de agenda staan, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de aanwezige leden.

Indien een dergelijke meerderheid niet kan bereikt worden na drie stembeurten, wordt de aangelegenheid aan de raad van bestuur voorgelegd.

§ 2. Een lid van de pedagogische raad mag niet deelnemen aan de beraadslaging over aangelegenheden die hem, persoonlijk of als zaakvoerder, vóór of na zijn verkiezing of aanstelling, rechtstreeks aanbelangen of zijn bloed- en aanverwanten t/m de 2^o graad persoonlijk en rechtstreeks aanbelangen.

HOOFDSTUK III. — *Het personeel*

Art. 18. Voor de toepassing van dit besluit bedoelt men met « personeel » het vastbenoemd, stagedoend, tijdelijk of contractueel bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel, administratief personeel, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de instelling.

Art. 19. Alle personeelsleden streven ernaar, in een geest van openheid en samenwerking, de doeleinden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs te verwezenlijken. Zij verstrekken alle prestaties die voor de goede werking van de instelling verbist zijn.

Elk lid van het onderwijzend personeel bepaalt de algemene en bijzondere doeleinden van de opleiding die specifiek voor zijn vak geldt, overeenkomstig het bepaalde in artikel 7, 1^e lid, 5^o van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *De studenten*

Art. 20. Iedere student moet zich elk jaar op de rol inschrijven in de reglementaire vorm en termijn en het inschrijvingsgeld betalen.

Art. 21. Elke vrije cursist moet bij de inschrijving het inschrijvingsgeld betalen.

Art. 22. Een student kan de volgende tuchtstraffen oplopen :

- 1^o de terechtwijzing;
- 2^o de berisping;
- 3^o de tijdelijke uitsluiting uit één, meer of alle cursussen, voor ten hoogste twee weken;
- 4^o de definitieve uitsluiting uit de instelling;
- 5^o de algemene uitsluiting.

Art. 23. De in artikel 22, 1^o, 2^o en 3^o bedoelde straffen worden uitgesproken door het hoofd van de instelling.

De definitieve uitsluiting wordt uitgesproken door de raad van bestuur op advies van de pedagogische raad.

De algemene uitsluiting wordt uitgesproken door de Minister, op voorstel van de raad van bestuur na advies van de pedagogische raad.

Art. 24. De tuchtstraf is evenredig aan de ernst van de feiten en de eventuele antecedenten.

De definitieve en de algemene uitsluiting kunnen slechts uitzonderlijk worden uitgesproken, zo de feiten waaraan de student schuldig is, afbreuk doen aan de goede naam van de instelling of aan de waardigheid van haar personeel, de organisatie of werking van de instelling in het gedrang brengen of de instelling zware materiële of morele schade berokkenen.

De definitieve en de algemene uitsluiting worden bij aangetekende brief meegedeeld.

Art. 25. Voor elke tuchtstraf moet de student door het hoofd van de instelling gehoord worden voor de straffen bedoeld in artikel 22, 1^o, 2^o en 3^o, en door de raad van bestuur voor de definitieve en de algemene uitsluiting : voor deze 2 uitsluitingen kan de student zich laten bijstaan door een verdediger naar keuze. De beslissing moet met redenen omkleed zijn.

Art. 26. Bij definitieve uitsluiting kan de student beroep aantekenen bij de Minister, die uitspraak doet.

Het beroep moet ingediend worden bij aangetekende brief aan de voorzitter van de raad van bestuur, binnen de acht werkdagen na verzending van de mededeling;

Het postmerk geldt als bewijs.

Het beroep schort de toepassing van de straf niet op.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 27. In het koninklijk besluit van 1 augustus 1977 tot vaststelling van het organiek reglement van de rijksinrichtingen voor hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan wordt een hoofdstuk IV *bis* ingevoegd : « Bepalingen toepasselijk op de instellingen voor onderwijs van het lange type met volledig leerplan

van de Franse Gemeenschap, met afdelingen voor hoger onderwijs van het lange type en afdelingen voor agrarisch, economisch, paramedisch, pedagogisch, sociaal en technisch hoger onderwijs van het korte type. Dit hoofdstuk omvat onderstaande artikelen 23bis t/m 23quinquies:

• Artikel 23bis. De instellingen met afdelingen voor hoger onderwijs van het lange type en afdelingen voor agrarisch, economisch, paramedisch, pedagogisch, sociaal en technisch hoger onderwijs van het korte type, hebben 2 raden van bestuur en 2 pedagogische raden, waarvan de samenstelling, bevoegdheid en werking bij dit besluit bepaald worden voor het lange type en, voor het korte type, door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 12 november 1991 tot vaststelling van het organiek reglement van de instellingen voor agrarisch, economisch, paramedisch, pedagogisch, sociaal en technisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap.

Beide raden van bestuur moeten de Minister gemeenschappelijke adviezen en voorstellen verzenden ten einde:

- 1° het huishoudelijk reglement van de instelling vast te stellen;
- 2° de begrotingsvoorstellen goed te keuren;
- 3° de werkingsdotatie te verdelen.

Artikel 23ter. Er wordt een overlegcommissie opgericht om alle maatregelen ter bevordering van de werking van de instelling te coördineren en o.m. om de in artikel 23bis bedoelde gemeenschappelijke adviezen en voorstellen te onderzoeken.

Ze bestaat uit:

- 1° de directeur-voorzitter;
- 2° de adjunct-directeur(s); de oudste is ondervoorzitter;
- 3° 4 vastbenoemde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, aangesteld onder en door de leden van de raad van bestuur van het hoger onderwijs van het lange type
- 4° 4 vastbenoemde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, aangesteld onder en door de leden van de raad van bestuur van het hoger onderwijs van het korte type.

Artikel 23quater. § 1. De voorstellen van de overlegcommissie worden aangenomen bij stemming.

Een stemming is slechts geldig indien meer dan de helft van de leden aanwezig zijn. Als de commissie bijeengeroepen is, maar het quorum niet bereikt is, kan ze na een nieuwe oproeping beslissen, ongeacht het aantal aanwezigen, over alle punten die opnieuw op de agenda staan. De beslissingen worden genomen bij tweederdemeerderheid van de aanwezige leden.

Indien een dergelijke meerderheid na drie stembeurten gespreid over ten minste twee vergaderingen, niet kan bereikt worden, treft de directeur de nodige voorlopige schikkingen en legt hij de aangelegenheid voor aan de Minister, die de beslissing neemt.

§ 2. Een lid van de raad van bestuur mag niet deelnemen aan de beraadslaging over aangelegenheden die hem persoonlijk of als zaakvoerder vóór of na zijn verkiezing of aanstelling aanbelangen of die zijn bloed- en aanverwanten tot en met de tweede graad persoonlijk en rechtstreeks aanbelangen.

§ 3. Het lid of de leden van wie het standpunt van dat van de meerderheid verschilt, kunnen het in een minderheidsnota uiteenzetten, die schriftelijk aan de secretaris wordt gezonden binnen de acht dagen na de beslissingen en bij de notulen gevoegd wordt.

Artikel 23quinquies. De bepalingen van de hoofdstukken II, III en IV van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 12 november 1991 tot vaststelling van het organiek reglement van de instellingen voor agrarisch, economisch, paramedisch, pedagogisch, sociaal en technisch onderwijs van het korte type met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap gelden voor het personeel en de studenten van de afdelingen voor hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, bedoeld in artikel 23bis.

Art. 28. Dit besluit treedt op 1 december 1991 in werking.

Art. 29. De Minister onder wie het hoger onderwijs ressorteert is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 november 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 92 — 533

[SC — 29052]

18 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1964 fixant les conditions générales de délivrance des diplômes scientifiques et honorifiques dans les universités de l'Etat

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, notamment l'article 3 modifié par la loi du 21 mars 1964;

Vu l'arrêté royal du 3 octobre 1953 portant règlement général des universités de l'Etat, notamment l'article 5, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 12 mars 1962, l'article 11, alinéa 2, et l'article 25, modifié par l'arrêté royal du 3 novembre 1958;

Vu l'arrêté royal du 30 septembre 1964 fixant les conditions générales de délivrance des diplômes scientifiques et honorifiques dans les universités de l'Etat,

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française en date du 4 novembre 1991,

Arrête:

Article 1er. Dans l'arrêté royal du 30 septembre 1964 fixant les conditions générales de délivrance des diplômes scientifiques et honorifiques dans les universités de l'Etat, les mots « universités de l'Etat » sont remplacés par les mots « universités de la Communauté française ».